

Direction régionale et interdépartementale
Environnement Energie - UD78

78-2023-06-19-00001

Arrêté préfectoral imposant des prescriptions
complémentaires à la société EMTA relatives à la
demande de prolongation de la durée des
travaux d'aménagement et de la durée de la
période de suivi post-exploitation de son
ancienne installation de stockage de déchets
non-dangereux localisée sur la commune de
Triel-sur-Seine



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale et Interdépartementale
de l'environnement de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Yvelines

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
imposant des prescriptions complémentaires
à la société EMTA à Triel-sur-Seine (78510) lieu-dit « les Grésillons »

LE PRÉFET DES YVELINES
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L.181-14 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2005 fixant les dispositions relatives au suivi post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2006 relatif à la mise en place de servitudes d'utilité publique d'usage des sols sur le site de Triel-sur-Seine ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 16 décembre 2011 portant sur les conditions de modifications de suivi post-exploitation de l'ancienne installation de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté de prescriptions complémentaires du 3 février 2020 suite à la demande des conditions de post-exploitation et de réaménagement de l'ancienne installation de stockage de déchets non dangereux de Triel-sur-Seine ;

Vu l'arrêté de prescriptions complémentaires du 25 février 2022 complémentaire à l'arrêté du 9 avril 2014 portant dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces protégées dans le cadre de la modification des conditions de post-exploitation de l'ancienne Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) des Grésillons à Triel-sur-Seine (78510) ;

Vu l'arrêté de prescriptions complémentaires du 1^{er} décembre 2022 complémentaire à l'arrêté du 9 avril 2014 portant dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces protégées dans le cadre de la modification des conditions de post-exploitation de l'ancienne Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) des Grésillons à Triel-sur-Seine (78510) ;

Vu le porter-à-connaissance en date du 10 janvier 2023 déposé par la société EMTA pour son site implanté sur la commune de Triel-sur-Seine (78510) lieu-dit « les Grésillons » ;

Vu le rapport en date du 19 avril 2023 et les propositions de l'Inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis pour avis à l'exploitant le 13 mai 2023 via l'outil GunEnv ;

Vu le courrier du 22 mai 2023 par lequel l'exploitant fait part de ses observations sur le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires qui lui a été notifié ;

Considérant que le projet incluant :

- la demande de prolongation de la durée des travaux d'aménagement de l'ancienne Installation de Stockage de Déchet Non Dangereux (ISDND) ;
- la demande de modifications des conditions de remblaiement de certaines zones du site afin de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2022 relatif aux espèces protégées ;
- la demande de prolongation de la période de suivi post exploitation de son ancienne ISDND ;
- la demande de modification du nombre de puits de captage de biogaz.

Est jugé comme une modification notable mais non substantielle ;

Considérant qu'il convient d'actualiser certaines prescriptions fixées aux arrêtés de prescriptions complémentaires (APC) suivants :

- APC n°2011320-0002/DRE du 16 novembre 2011 ;
- APC n°78-2020-02-03-008 du 3 février 2020.

Considérant qu'il convient d'actualiser l'article 5 relatif à la modification du réseau de captage du biogaz ;

Considérant que l'article 6, relatif au réseau de captage de biogaz, de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 novembre 2011 a été modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 février 2020 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture :

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société EMTA, dont le siège est situé Zone Portuaire de Limay – Porcheville, 427 Route du Hazay à Limay (78520) est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté concernant les travaux de réaménagement de la couverture de l'ancienne décharge de Triel-sur-Seine (78510) situé le long de la RD 190 et de la RD1 lieu-dit « les Grésillons » pour laquelle elle assure le suivi post-exploitation.

Article 2

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 78-2020-02-03-008 du 3 février 2020 relatif à la durée du suivi post-exploitation sont remplacées par les dispositions suivantes :

La période d'application des dispositions du présent arrêté s'achève le 31 décembre 2030. Cette date prend en compte les 30 ans de suivi post-exploitation réglementaires et les 3 années supplémentaires nécessaires au réaménagement final du site.

Article 3

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 78-2020-02-03-008 du 3 février 2020 relatif à la date limite d'autorisation de la durée des travaux sont remplacées par les dispositions suivantes :

Sauf contrainte nouvelle que la société EMTA devra indiquer à l'Inspection des installations classées, la première zone objet du réaménagement est la partie sud du site (54 ha). Un maximum de 2 021 000 m³ de matériaux sont amenés sur cette zone.

La deuxième phase de l'aménagement concerne la zone nord dite « entrée de ville » (14,5 ha). Un maximum de 530 000 m³ de matériaux sont amenés sur cette zone.

Avant le début des travaux de réaménagement de la zone nord du site, un merlon paysager (en forme de « L ») de 5 mètres de haut environ, et de 260 mètres de long environ, est mis en place dans cette zone : en parallèle à la RD190 à l'est le long du Chemin Vieux, et à la RD1 en limite nord-est du site le long du Chemin de la Commune, dans le double objectif de constituer une protection acoustique des zones riveraines au site à cet endroit ainsi qu'un masque pour les vues.

Au total un maximum de 2 551 000 m³ sont apportés sur le site.

Les apports de matériaux non liés aux travaux de végétalisation du site sont autorisés jusqu'au 31 décembre 2023. L'ensemble du réaménagement du site tel que prévu par l'arrêté de prescriptions complémentaires n° 78-2020-02-03-008 du 3 février 2020 est effectif au 30 juin 2024.

Article 4

Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2011320-0002/DRE du 16 novembre 2011 relatif à l'amélioration du réseau biogaz sont supprimées.

Article 5

La société EMTA procède à la modification du réseau de captage du biogaz par la mise en place d'un réseau complémentaire, pour la zone sud-ouest, de 6 nouveaux forages verticaux reliés à la torchère par un collecteur aérien. Ces nouveaux forages viennent compléter les 11 forages mis en place sur l'ensemble de la zone réaménagée à l'est du chemin des graviers portant le nouveau réseau de collecte et gestion du biogaz à 17 forages.

Des vannes de réglage de dépression et de prises d'échantillons sont situées sur chaque collecteur secondaire, au niveau de son raccordement au collecteur aérien.

La société EMTA prend les dispositions nécessaires pour limiter ou compenser dans les meilleurs délais la gêne olfactive qui pourrait être engendrée par les travaux d'aménagement du réseau de biogaz.

La société EMTA met également en place les moyens nécessaires afin de limiter au maximum toute libération et manipulation de matériaux pouvant contenir de l'amiante lors des forages des nouveaux puits de captage de biogaz. En outre, ces forages ne doivent pas engendrer d'épandage d'eau ou de boue potentiellement polluée.

Les déchets excavés lors de ces travaux sont conditionnés (big bags ou autre) dès leur excavation, puis sont éliminés dans une installation dûment autorisée.

Au niveau des puits créés, une couverture est reconstituée avec de l'argile là où elle aura été dégradée, du fait des forages. L'étanchéité de chaque puits créé est assurée par un cône argileux.

Article 6

Le plan d'aménagement situé en annexe de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 78-2020-02-03-008 du 3 février 2020 est remplacé par le plan situé en annexe 1 du présent arrêté.

Article 7

Le plan du futur réseau de biogaz intégrant les réseaux existants est situé en annexe 2 du présent arrêté.

Article 8 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant la société EMTA.

– Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>):

1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté,

2°) par les tiers intéressés, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

– Publicité

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Triel-sur-Seine où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de la commune de Triel-sur-Seine dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

L'arrêté sera inséré dans le recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines, consultable sur le site Internet de la préfecture.

Article 9– Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie, le maire de la commune de Triel-sur-Seine, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **19 JUIN 2023**

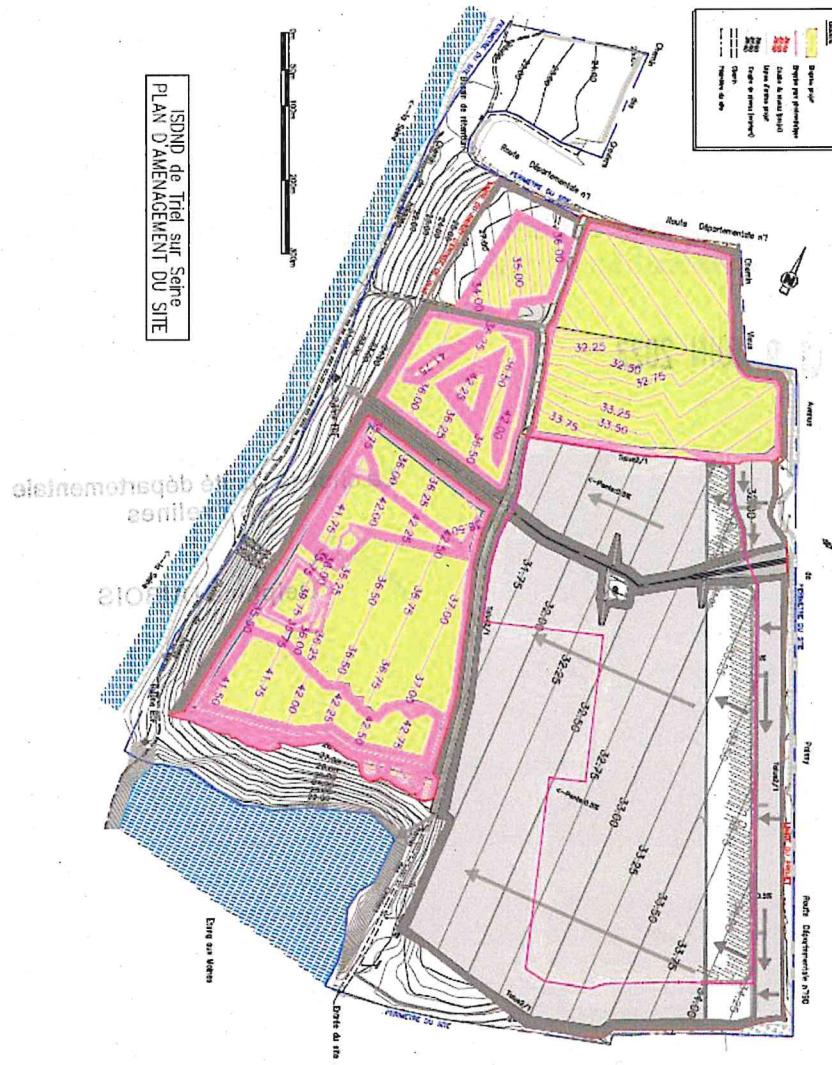
Le Préfet


La chef de l'unité départementale
des Yvelines

Delphine DUBOIS

ANNEXES

Annexe 1 : Plan d'aménagement des remblais



Annexe 2 : Plan du futur réseau de biogaz et existant

